

PREFET DU RHONE

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le

13 MARS 2012

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

Dossier suivi par Ghislaine BENSEMHOUN

☎ : 04 72 61 37 81

✉ : ghislaine.bensemhoun@rhone.gouv.fr



ARRETE DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la Région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 514-1 ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 avril 2011 mettant en demeure la société CREAMSTYL de procéder, notamment, à la régularisation de la situation administrative de son activité d'impression par flexographie en déposant un dossier de demande d'autorisation ;

VU le dossier de demande d'autorisation déposé par la société CREAMSTYL le 20 janvier 2012 pour son établissement de BOURG-DE-THIZY ;

VU le rapport du 20 février 2012 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDERANT que l'examen du dossier de demande d'autorisation présenté par la société CREAMSTYL pour son établissement de BOURG-DE-THIZY a permis à l'inspection des installations classées de constater que les résultats des mesures effectuées le 10 janvier 2012 à la sortie des cheminées des installations nommées IMP1, IMP2 et IMP3 donnent, pour le paramètre COV (Composés Organiques Volatils), des valeurs respectives moyennées de 235, 392 et 1667 mg/Nm³, largement supérieures aux valeurs limites d'émissions réglementaires (75 mg/Nm³) ;

COPIE POUR INFORMATION A
M. B. C. P. / M. B. C. P.
M. B. C. P. / M. B. C. P.
M. B. C. P. / M. B. C. P.

./..

CONSIDERANT donc que les rejets des installations de la société CREAMSTYL ne respectent pas, à ce jour, pour les Composés Organiques Volatils, les valeurs limites d'émission fixées au point 19 de l'article 30 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié susvisé ;

CONSIDERANT, en outre, que l'exploitation de ces installations dans des conditions irrégulières peut présenter des dangers et inconvénients pour l'environnement ;

CONSIDERANT, dans ces conditions, qu'il convient d'inviter l'exploitant à respecter les dispositions, prévues pour les ateliers de flexographie, au point 19 de l'article 30 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié précité ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L 514-1 du code de l'environnement ;

SUR la proposition du directeur départemental de la protection des populations ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1er : La société CREAMSTYL, ZI Les Granges II à BOURG-DE-THIZY, est mise en demeure de respecter les dispositions prévues, en matière de rejet des effluents gazeux des ateliers de flexographie, au point 19 de l'article 30 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié visé ci-dessus, dans *un délai de deux mois* à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 3 : Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

A peine d'irrecevabilité, la requête devant le tribunal administratif devra être accompagnée d'un timbre fiscal de 35 euros.

ARTICLE 4 : La secrétaire générale de la préfecture, le sous-préfet de Villefranche-sur-Saône, le directeur départemental de la protection des populations et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de BOURG-DE-THIZY,
- à l'exploitant.

Lyon, le

13 MARS 2012

Le Préfet,

Pour le Préfet,
la Secrétaire Générale,

Josiane CHEVALIER

